

Bailleurs de fonds - Madagascar, une table ronde pour rien

Soumis par La Rédaction
12-06-2008

Les bailleurs de fonds sont-ils redevenus « lucides » dans leur méthode d'octroi de crédits à Madagascar ou sont-ils conscients que de toute façon, la dette odieuse qu'ils se complaisent à accorder aux dictateurs, ne leur sera pas remboursée en cas d'alternance ? Probablement les deux à la fois.

Le rideau est donc tombé sur la table ronde organisée par le « fayot de la classe ». Les Bailleurs de fonds accompagnés d'opérateurs économiques privés étrangers, sont retournés sous des cieux plus cléments, après avoir été sollicités, comme il se doit, par l'équipe de choc actuellement aux commandes de la ploutocratie régnante à Madagascar.

Pour rappel, il était prévu de mobiliser les ressources nécessaires à la concrétisation du chef-d'œuvre de Marc Ravalomanana, le fameux MAP (Madagascar Action Plan). Il s'agissait de trouver, en plus des 3 milliards 700 millions de dollars pour lesquels les Bailleurs de fonds se seraient déjà engagés, pas moins de 5 milliards de dollars supplémentaires, pour financer un genre de plan quinquennal prévu pour être exécuté entre 2008 et 2012 et dont le coût total représenterait la somme faramineuse de 10 milliards de dollars.

Au-delà de cette avalanche de chiffres, nous nous sommes inquiétés, dans un précédent article, des conséquences que pourrait avoir une nouvelle spirale de dettes pour Madagascar et les Malgaches. Car, les règles et les mécanismes financiers sont ainsi faits que ce sera toujours au Peuple de rembourser, centime après centime, toutes les dettes contractées par leurs dirigeants.

Cette inquiétude est autant plus légitime, que le pays après avoir bénéficié de l'effacement de ses dettes, est de nouveau fortement rendetté sous l'impulsion de Marc Ravalomanana et des nombreux gouvernements qui se sont succédés, depuis son accession au pouvoir. Cependant, malgré la bienveillance, par ailleurs jamais gratuite des Bailleurs de fonds, il est un fait que Madagascar n'a pas connu ne serait-ce qu'un tressaillement vers le développement tant vanté et tant attendu.

Comment dès lors ne pas réagir et alerter l'opinion quand les dirigeants n'ont pas trouvé d'autre solution à ce qui incarne clairement la démonstration de leur incompétence, que de solliciter toujours plus de prêts pour soutenir une économie à l'agonie. De plus, non content de ne pas trouver de solutions aux nombreux problèmes des millions de Malgaches pour qui la misère est une réalité quotidienne, c'est-à-dire, pour la majorité, survivre avec moins de 1 dollar par jour ; il continue d'exister et de se développer une oligarchie indécente et arrogante, qui en plus de monopoliser tout un pan de l'économie, pratique une politique sociale faite d'exclusion et de brutalité, soutenue par une idéologie basement raciste.

Ce bilan peu reluisant et peu engageant dès déjà six (6) années de gouvernance de Marc Ravalomanana, ne pouvait pas échapper aux Bailleurs de fonds, qui comme tout organisme dont la principale activité est d'accorder ou non des prêts, se doit de vérifier si les entités à qui ils accordent des fonds sont capables de les rembourser sans engager le pronostic vital du pays dont ils ont la charge.

Dans le même temps, ces mêmes Bailleurs de fonds, déjà attaqués de toute part pour leurs méthodes et leurs politiques vis-à-vis des pays pauvres, dont il n'est plus un secret pour personne, qu'ils sont le plus souvent dirigés par des « autocrates déliquescents », se doivent aujourd'hui, et de plus en plus, rehausser leur image ; justement du fait qu'ils entretiennent et pérennisent par leurs actions, des ploutocraties qui n'ont de toute façon pas comme priorité de développer leur pays, ce qui les obligerait, entre autres, à appliquer à la lettre, la fameuse « bonne gouvernance » dont il est constamment question dans toutes les conditionnalités et les déclarations de bonne volonté des uns et des autres.

La somme de tous ces constats fait que la table ronde organisée par Marc Ravalomanana est achevée sans que n'ait pu vraiment se dégager un véritable consensus sur la façon dont le MAP va être ou non financé.

Il est vrai que tenter de berner ses hôtes avec des déclarations qui relèvent du fantasme, comme de dire que depuis son accession au pouvoir, au moins un (1) million de Malgaches sont sortis de la misère (alors même que le principal document de travail annonce qu'au contraire une augmentation de 9 % de pauvres a été constatée en milieu urbain), est apparente à de l'idiotie ou carrément à de l'irresponsabilité. On ose imaginer les répercussions d'une telle légèreté face à des entités qui se sont spécialement déplacées pour savoir ce que vous et votre projet valez réellement.

Le triomphe de la rhétorique diplomatique, au détriment de la mobilisation des fonds

Cependant, pour que personne ne perde la face, dans ce genre de situation, on a souvent recours à la rhétorique

diplomatique, et les Bailleurs de fonds en connaissent un rayon dans ce domaine. En voici quelques extraits :

• Michel Wormser, Directeur des stratégies et des opérations pour la région Afrique de la Banque Mondiale annonce : « La Banque Mondiale s'engage à une augmentation spectaculaire de l'aide qu'elle octroie à Madagascar; le MAP est un programme extrêmement fiable ».

• L'Union Européenne déclare qu'elle « promet plus de 50 % des 577 millions d'euros déjà obtenus ».

Xavier Leux, Coordonnateur général du SNU (Nations Unies) à Madagascar, se fend d'un : « Nous sommes conscients que Madagascar a besoin de ressources additionnelles », avant de rajouter « Cependant les partenaires doivent travailler en harmonisation et en alignement pour que tout le monde sache où il va ». Un aveu à peine voilé signifiant que, lui et l'organisme qu'il représente, ne savent pas « où ils vont » par rapport à ce MAP.

Un des représentants du Fonds Monétaire International (FMI) déclare : « Il proposera que les bailleurs de fonds accorderont à Madagascar une augmentation de 15 % des ressources dont il bénéficie déjà ».

Il faut donc bien comprendre qu'avec tout ce verbiage, il n'y a rien de vraiment concret à attendre d'autres que ce qui a déjà été dit et promis. Par conséquent, il n'y a donc aucune aide supplémentaire à espérer pour le MAP de Marc Ravalomanana.

Pour s'en convaincre il suffit de relater les déclarations d'autres entités également partie prenante à la table ronde :

• Le FUNAP (Fonds des Nations Unies pour la Population) promet 9 millions de dollars (seule promesse réellement chiffrée).

• UNICEF promet une mobilisation de nouveaux partenaires afin d'appuyer le gouvernement.

• OIT (Organisation Internationale du Travail) réaffirme son engagement dans la lutte contre le travail des enfants.

• OMS (Organisation Mondiale pour la Santé) affirme vouloir fournir son appui au renforcement du système de santé à Madagascar.

Bref, rien que de très banal en somme, avec au bout du compte une façon polie de dire que l'on veut bien participer, mais selon nos conditions et nos moyens, et pas selon ce que vous attendez.

Des promesses, encore des promesses, mais pas d'espèces sonnantes et trébuchantes !

Rattrapé par leurs mensonges, par la légèreté de leurs arguments, par l'échec de leur politique, par leurs travers nombreux et variés, les membres du gouvernement, au rang desquels le Premier ministre multi casquettes, Charles Rabemananjara, a bien tenté de s'en sortir par une pirouette ridicule et inutile en déclarant : « Le gouvernement n'a pas ciblé les bailleurs de fonds, mais des partenaires économiques responsables ». Cela veut-il donc dire que les Bailleurs de fonds ne sont pas des partenaires économiques responsables ? Les entités visées apprécieront certainement la nuance.

Ou encore : « Il est important de constater le retour de la confiance des bailleurs de fonds ». Effectivement, la confiance à l'air d'être au beau fixe, quand au bout du compte, après avoir déroulé le tapis rouge et être plié à toutes les courbettes, l'on n'obtient que des promesses, alors que l'on escomptait des espèces sonnantes et trébuchantes.

Cependant, même si Charles Rabemananjara a quelques raisons de s'inquiéter, il peut toujours compter sur certains supporters, dont l'optimisme inconséquent laisse pantois, pour lui remonter le moral.

Des journalistes à qui il manque certainement des neurones !

En effet, chez ceux-là, nul besoin d'apprendre à connaître les méandres de la diplomatie, et encore moins d'essayer de comprendre le mode de fonctionnement des Bailleurs de fonds, de leur rapport avec les pays pauvres et des conséquences de leur politique sur les populations miséreuses écrasées sous le joug de dictateurs et de leurs sympathisants bornés.

Pour ouvrir le bal, Miadana Andriamaro de l'excellent « Les Nouvelles », pour parodier un comique aujourd'hui disparu, mais dont la pertinence fait encore école.

Ce monsieur déclare, comme si cela ne dépendait que de lui et de ses utopies que : « Les appuis financiers sollicités par le gouvernement (bref les fameux 5 milliards de dollars) pour soutenir le MAP, ne sont pas des nouveaux emprunts, mais des dons ».

On veut bien admettre que la misère fasse des ravages, mais à ce point, il faudrait offrir, et non payer, à ce pauvre homme, une consultation urgente chez le médecin, suivie d'une bonne période de repos jusqu'à ce qu'il retrouve ses esprits. Jean Christophe Deberre, Directeur adjoint du Pnud pour l'Afrique, sur les déclarations duquel appuie notre patient, devrait lui rendre visite pour l'aider à remettre les cases en place.

Dans le même genre, en plus pathétique encore, on peut trouver la déclaration de Ranaivo Lala Honoré, journaliste appartenant au même journal qui affirme ceci : « Ce qui a le plus marqué lors de cette table ronde, est qu'aucun des partenaires qui y ont participé n'a déclaré que les objectifs de Madagascar Action Plan (MAP) étaient irréalisables. C'est déjà une bonne chose ». En effet, quand la terre se dérobe sous vos pieds, il faut bien essayer de rattraper à quelque chose !

En attendant, voilà ce que l'on offre à lire à l'opinion publique malgache : Les états d'âme de quelques journalistes complètement abrutis par ce qui ressemble à du fanatisme pur et dur.

Trop de MAP tue le MAP !

Bien sûr, les diplomates, comme les bailleurs de fonds, ont émis des conditions pour leur engagement à étudier le financement du MAP par la mise en place des mécanismes de coordination des aides et du système de suivi/évaluation du MAP. Pourtant, la réponse du gouvernement sonne déjà comme un aveu d'échec et de désorganisation sinon de débandade.

Effectivement, il annonce, comme réponse aux conditions des bailleurs de fonds, la mise sur pied d'un « secrétariat technique permanent ». Or cela a au moins deux significations : D'abord, le gouvernement, depuis 2006 (année de lancement du MAP), n'a donc jamais pensé à la mise en place de cet organe de suivi et d'évaluation qui, pourtant, est propre aux ministères ; Ensuite, le fait qu'il prévoit sa création seulement 2 ans après le lancement du MAP, et surtout à travers un « organe » supplémentaire, et après que les bailleurs de fonds en aient fait la recommandation, prouve à plus d'un titre le manque de sérieux du gouvernement et la légèreté du MAP. Des raisons suffisantes pour justifier le refus des bailleurs à financer un projet « bâtarde ».

Pour rajouter à la débandade générale et croyant bien faire, le gouvernement annonce, avec zèle, que « le cadrage budgétaire commun de 2009 » est déjà prévu pour le lundi 16 juin, à Mahazoarivo, puisqu'il projette d'organiser une concertation annuelle avec les partenaires techniques et financiers, ce qui exige une inscription au programme de la loi de finances 2009.

Inconscient, le gouvernement ignore qu'en faisant cela, il prouve que le financement du MAP prévu démarrer dès 2008, dépendra finalement de la loi de finances de 2009, donc avec un report supplémentaire de 1 an. Autrement dit, jusqu'à ce jour, rien n'est finalement près pour ce MAP.

Car il est absurde voire insensé de vouloir commencer une œuvre alors même que les fonds qui lui sont nécessaires ne sont pas encore disponibles.

Tout cela atteste de la « méthode de Ravalomanana » : Parler plutôt que faire. Glorifier le vide plutôt que travailler concrètement. Mentir plutôt qu'assumer et être responsable. La vanité plutôt que le sérieux. Que des paroles en l'air et rien de concret.

Il est maintenant prouvé que son MAP n'est qu'un fallacieux prétexte pour opprimer la population, piller les richesses nationales, et surtout un moyen pour lui et sa clique de se remplir les poches, quitte à sacrifier une population à qui l'on hypothèque l'avenir, sur au moins une génération, par la faute de dirigeants irresponsables qui accumulent des dettes colossales, comme il s'agissait d'un jeu.

En outre, nous avons déjà prédit que le MAP était et reste le stade suprême de la médiocrité. Les deux jours consacrés à la table ronde dont le bilan est soldé par le refus catégorique des bailleurs de fonds de financer la folie de Ravalomanana, confirme ce que nous avons toujours dit de ce régime dictatorial.

Et nous répondons « négativement » et « fermement » aux insinuations infondées du Premier ministre Charles Rabemananjara lorsqu'il dit que : « Maintenant, il ne s'agit plus de savoir qui adhère et qui ne le fait pas, mais d'être convaincu que la MAP est à nous tous ». Qu'il sache une bonne fois pour toute que le MAP n'est pas à « nous » mais à « son » gouvernement et à « son » régime, ces dirigeants dictateurs. C'est, donc, son « problème » et ils (son mentor et lui) vont assumer « seuls » ses conséquences désastreuses, sans nous et sans la population malgache. Que cela soit bien clair !

La Rédaction